

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2021/31104]

16 MARS 2021. — Loi portant assentiment à la Décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la Décision 2014/335/UE. — Euratom — Addendum (1)

Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 23/03/2021 (Page 23752)

Décision (UE, EURATOM) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 311, troisième alinéa,

Vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106bis,

Vu la proposition de la Commission européenne,

Après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,

Vu l'avis du Parlement européen (1),

Statuant conformément à une procédure législative spéciale,

Considérant ce qui suit:

- (1) Le système des ressources propres de l'Union doit garantir des ressources suffisantes pour assurer le bon déroulement des politiques de l'Union, sous réserve de la nécessité d'une discipline budgétaire stricte. Le développement du système des ressources propres peut et devrait aussi contribuer, autant que possible, à l'élaboration des politiques de l'Union.
- (2) Le traité de Lisbonne a apporté des modifications aux dispositions relatives au système des ressources propres de l'Union qui permettent d'abroger une catégorie de ressources propres existante et d'établir une nouvelle catégorie.
- (3) Lors de sa réunion des 7 et 8 février 2013, le Conseil européen a demandé instamment au Conseil de poursuivre les travaux sur la proposition de la Commission en vue d'une nouvelle ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en recherchant une simplicité et une transparence maximales, de renforcer le lien avec la politique de l'Union en matière de TVA et les recettes de TVA réelles et de garantir l'égalité de traitement entre les contribuables dans tous les États membres.
- (4) En juin 2017, la Commission a adopté un document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE. La Commission y propose un éventail d'options permettant un rattachement plus visible des ressources propres aux politiques de l'Union, en particulier au marché unique et à la croissance durable. Selon ce document, la mise en place de nouvelles ressources propres doit tenir compte de leur transparence, de leur simplicité, de leur stabilité, de leur compatibilité avec les objectifs politiques de l'Union, de leur impact sur la compétitivité et la croissance durable et de leur répartition équitable entre États membres.
- (5) Le système actuel permettant de déterminer la ressource propre fondée sur la TVA a été critiqué à plusieurs reprises par la Cour des comptes, le Parlement européen et les États membres pour sa complexité excessive. Le Conseil européen, lors de sa réunion tenue du 17 au 21 juillet 2020, a donc conclu qu'il y avait lieu de simplifier le calcul de cette ressource propre.
- (6) Afin de mieux aligner les instruments de financement de l'Union sur ses priorités politiques, de mieux faire apparaître le

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2021/31104]

16 MAART 2021. — Wet houdende instemming met het Besluit (EU, Euratom) 2020/2053 van de Raad van 14 december 2020 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Unie en tot intrekking van Besluit 2014/335/EU. — Euratom — Addendum (1)

Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 23/03/2021 (Blz. 23752)

Besluit (EU, Euratom) 2020/2053 van de Raad van 14 december 2020 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Unie en tot intrekking van Besluit 2014/335/EU, Euratom

DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,

Gezien het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en met name artikel 311, derde alinea,

Gezien het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, en met name artikel 106bis,

Gezien het voorstel van de Europese Commissie,

Na toezending van het ontwerp van wetgevingshandeling aan de nationale parlementen,

Gezien het advies van het Europees Parlement (1),

Handelend volgens een bijzondere wetgevingsprocedure,

Overwegende hetgeen volgt:

- (1) Het stelsel van eigen middelen van de Unie moet de zekerheid bieden dat de middelen toereikend zijn voor een geordende ontwikkeling van het beleid van de Unie, zonder dat daarbij de noodzaak van een strakke begrotingsdiscipline uit het oog wordt verloren. De ontwikkeling van het stelsel van eigen middelen kan en moet tevens zoveel mogelijk bijdragen tot de ontwikkeling van beleidsinitiatieven van de Unie.
- (2) Met het Verdrag van Lissabon zijn wijzigingen aangebracht in de bepalingen met betrekking tot het stelsel van eigen middelen van de Unie, die de afschaffing van een bestaande categorie eigen middelen en de vaststelling van een nieuwe categorie mogelijk maken.
- (3) De Europese Raad van 7 en 8 februari 2013 heeft een beroep gedaan op de Raad om te blijven voortwerken aan het voorstel van de Commissie voor een nieuwe bron eigen middelen op basis van de belasting over de toegevoegde waarde (btw) om die zo eenvoudig en transparant mogelijk te maken, het verband met het Uniebeleid inzake btw en de feitelijke btw-inkomsten te versterken en een gelijke behandeling van de belastingbetalers in alle lidstaten te waarborgen.
- (4) In juni 2017 heeft de Commissie een discussienota aangenomen over de toekomst van de EU-financiën. De Commissie stelde een reeks opties voor om de eigen middelen zichtbaarder aan Uniebeleidslijnen te koppelen, met name aan de eengemaakte markt en aan duurzame groei. Volgens deze nota moet bij de invoering van nieuwe eigen middelen aandacht worden besteed aan de transparantie, eenvoud en stabiliteit ervan, aan de samenhang met de beleidsdoelstellingen van de Unie, aan het effect ervan op het concurrentievermogen en op duurzame groei, en aan de billijke verdeling ervan onder de lidstaten.
- (5) Het bestaande systeem om de eigen middelen op basis van de btw vast te stellen, is door de Rekenkamer, het Europees Parlement en de lidstaten herhaaldelijk bekritiseerd als te ingewikkeld. De Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 heeft daarom geconcludeerd dat de berekening van dat eigen middel moet worden vereenvoudigd.
- (6) Om de financieringsinstrumenten van de Unie beter op haar beleidsprioriteiten af te stemmen, om de rol van de algemene

rôle du budget général de l'Union (ci-après dénommé «budget de l'Union») dans le fonctionnement du marché unique, de mieux soutenir les objectifs des politiques de l'Union et de réduire les contributions des États membres fondées sur le revenu national brut (RNB) au budget annuel de l'Union, le Conseil européen a décidé, lors de sa réunion tenue du 17 au 21 juillet 2020, qu'au cours des prochaines années, l'Union devrait s'employer à réformer le système des ressources propres et introduire de nouvelles ressources propres.

- (7) Dans un premier temps, une nouvelle catégorie de ressources propres fondée sur des contributions nationales calculées sur la base des déchets d'emballages en plastique non recyclés devrait être introduite. Conformément à la stratégie européenne sur les matières plastiques, le budget de l'Union peut contribuer à réduire la pollution due aux déchets d'emballages en plastique. Une ressource propre fondée sur des contributions nationales proportionnelles à la quantité de déchets d'emballages en plastique non recyclés dans chaque État membre constituera une incitation à réduire la consommation de plastiques à usage unique, à favoriser le recyclage et à stimuler l'économie circulaire. Parallèlement, les États membres seront libres de prendre les mesures les mieux adaptées pour atteindre ces objectifs, conformément au principe de subsidiarité. Afin d'éviter un effet excessivement régressif sur les contributions nationales, un mécanisme d'ajustement prévoyant une réduction annuelle forfaitaire devrait être appliqué aux contributions des États membres dont le RNB par habitant en 2017 était inférieur à la moyenne de l'UE. Cette réduction devrait correspondre à 3,8 kilogrammes multipliés par la population des États membres concernés en 2017.
- (8) Lors de sa réunion tenue du 17 au 21 juillet 2020, le Conseil européen a noté que, à titre de base pour des ressources propres supplémentaires, la Commission présenterait, au cours du premier semestre de 2021, des propositions relatives à un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et à une redevance numérique en vue de leur introduction au plus tard le 1er janvier 2023. Le Conseil européen a invité la Commission à présenter une proposition révisée relative au système d'échange de quotas d'émission de l'UE, éventuellement étendu à l'aviation et au transport maritime. Il a conclu que, au cours du cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 (CFP 2021-2027), l'Union s'efforcerait de mettre en place d'autres ressources propres, qui pourraient inclure une taxe sur les transactions financières.
- (9) Lors de sa réunion tenue du 17 au 21 juillet 2020, le Conseil européen a conclu que les arrangements relatifs aux ressources propres devraient être guidés par les objectifs généraux de simplicité, de transparence et d'équité, y compris le partage équitable de la charge. Il a en outre conclu que le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède, et, dans le contexte du soutien pour la reprise et la résilience, également l'Allemagne, devraient bénéficier de corrections forfaitaires réduisant leur contribution annuelle fondée sur le RNB pour la période 2021-2027.
- (10) Les États membres devraient retenir, à titre de frais de perception, 25 % des montants des ressources propres traditionnelles qu'ils ont perçus.
- (11) L'intégration du Fonds européen de développement dans le budget de l'Union devrait s'accompagner d'un relèvement des plafonds des ressources propres établis dans la présente décision. Une marge suffisante doit être prévue entre les paiements et le plafond des ressources propres pour que l'Union soit en mesure — en toutes circonstances — de s'acquitter de ses obligations financières, même en période de récession économique.
- (12) Il convient de conserver une marge suffisante sous les plafonds des ressources propres pour que l'Union puisse couvrir l'ensemble de ses obligations financières et passifs éventuels au cours d'une année donnée. Le montant total des ressources propres attribué à l'Union pour couvrir les crédits annuels de paiement ne devrait pas dépasser 1,40 % de la somme des RNB de tous les États membres. Le montant total annuel des crédits d'engagement inscrit au budget de l'Union ne devrait pas dépasser 1,46 % de la somme des RNB de tous les États membres.
- (13) Afin que le montant des ressources financières mises à la disposition de l'Union demeure inchangé, il convient d'ajuster les plafonds des ressources propres pour les crédits de paiement et les crédits d'engagement, exprimés en pourcentage du RNB, en cas de modifications du règlement (UE) no 549/2013 du Parlement européen et du Conseil (2) entraînant des changements substantiels du niveau du RNB.

begroting van de Unie ("de Uniebegroting") voor de werking van de eengemaakte markt beter tot uiting te brengen, om de doelstellingen van het Uniebeleid beter te ondersteunen en om de op het bruto nationaal inkomen (bni) gebaseerde bijdragen van de lidstaten aan de jaarlijkse begroting van de Unie te verlagen, heeft de Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 geconcludeerd dat de Unie de komende jaren zou streven naar een hervorming van het stelsel van eigen middelen en nieuwe eigen middelen zou invoeren.

- (7) Als eerste stap moet een nieuwe categorie eigen middelen worden ingevoerd in de vorm van een nationale bijdrage berekend op grond van niet-gerecycled kunststof verpakkingsafval. Overeenkomstig de Europese strategie voor kunststoffen kan de Uniebegroting vervuiling door kunststof verpakkingsafval helpen terugdringen. Een categorie eigen middelen in de vorm van nationale bijdragen die evenredig zijn aan de hoeveelheid niet-gerecycled kunststof verpakkingsafval in elke lidstaat, zal voor een prikkel zorgen om het verbruik van kunststoffen voor eenmalig gebruik terug te dringen, recycling stimuleren en de circulaire economie bevorderen. Tegelijkertijd zal het lidstaten vrij staan om, in overeenstemming met het subsidiariteitsbeginsel, de meest geschikte maatregelen te nemen om die doelstellingen te behalen. Om een overdreven regressief effect op de nationale bijdragen te voorkomen, moet een aanpassingsmechanisme met een jaarlijkse forfaitaire verlaging worden toegepast op de bijdragen van lidstaten met in 2017 een bni per hoofd van de bevolking onder het EU-gemiddelde. Deze vermindering moet overeenstemmen met 3,8 kilogram vermenigvuldigd met de bevolking in 2017 van de betrokken lidstaten.
- (8) De Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 heeft opgemerkt dat de Commissie, als basis voor aanvullende eigen middelen, in de loop van het eerste halfjaar van 2021 voorstellen zal doen voor een koolstofgrenscorrectiemechanisme en voor een heffing op digitale diensten, met de bedoeling dat die uiterlijk op 1 januari 2023 worden ingevoerd. De Europese Raad heeft de Commissie verzocht met een herzien voorstel komen voor het EU-emissiehandelsstelsel, waarbij dat systeem mogelijk wordt uitgebreid tot de lucht- en zeevaartsectoren. Tot slot stelde de Europese Raad dat de Unie onder het meerjarig financieel kader voor de periode 2021-2027 ("MFK 2021-2027") zal werken aan de invoering van andere eigen middelen, waaronder mogelijk een belasting op financiële transacties.
- (9) De Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 heeft geconcludeerd dat de algemene doelstellingen van eenvoud, transparantie en billijkheid, met inbegrip van een eerlijke lastenverdeling, als leidraad voor de eigenmiddelenregelingen moeten dienen. Tevens is zij tot de conclusie gekomen dat Denemarken, Nederland, Oostenrijk en Zweden, alsmede, in het kader van de steun voor herstel en veerkracht, Duitsland, forfaitaire correcties moeten kunnen toepassen op hun jaarlijkse op het bni gebaseerde bijdragen voor de periode 2021-2027.
- (10) De lidstaten moeten 25 % van de door hen geïnde bedragen aan traditionele eigen middelen inhouden als inningskosten.
- (11) De integratie van het Europees Ontwikkelingsfonds in de Uniebegroting moet vergezeld gaan van een verhoging van de in dit besluit vastgestelde maxima van de eigen middelen. Een voldoende marge tussen de betalingen en het maximum van de eigen middelen is noodzakelijk om ervoor te zorgen dat de Unie — onder alle omstandigheden — haar financiële verplichtingen kan nakomen, zelfs in tijden van economische neergang.
- (12) Een voldoende marge moet worden gehandhaafd onder de maxima voor de eigen middelen voor de Unie opdat zij al haar financiële verplichtingen en voorwaardelijke verplichtingen in een bepaald jaar kan nakomen. Het totale bedrag van de eigen middelen die aan de Unie worden toegewezen ter dekking van de jaarlijkse betalingskredieten, mag niet hoger liggen dan 1,40 % van de som van de bni's van alle lidstaten. Het totale jaarlijkse bedrag aan in de Uniebegroting opgenomen vastleggingskredieten mag niet hoger liggen dan 1,46 % van de som van de bni's van alle lidstaten.
- (13) Om het bedrag aan financiële middelen die ter beschikking van de Unie worden gesteld ongewijzigd te houden, is het passend de maxima van de eigen middelen voor betalings- en vastleggingskredieten uitgedrukt als een percentage van het bni aan te passen indien Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad (2) significante veranderingen van het bni-peil meebrengt.

- (14) L'incidence économique de la crise de la COVID-19 souligne l'importance de veiller à ce que l'Union dispose d'une capacité financière suffisante en cas de chocs économiques. L'Union doit se doter des moyens d'atteindre ses objectifs. Des ressources financières d'une ampleur exceptionnelle sont nécessaires pour faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, sans accroître la pression exercée sur les finances des États membres à un moment où les budgets de ces derniers sont déjà considérablement sollicités pour financer les mesures économiques et sociales prises au niveau national dans le contexte de la crise. Il convient dès lors d'apporter une réponse exceptionnelle au niveau de l'Union. Pour cette raison, il y a lieu d'habiliter la Commission, à titre exceptionnel, à emprunter temporairement sur les marchés des capitaux, au nom de l'Union, jusqu'à 750 000 000 000 EUR aux prix de 2018. Jusqu'à 360 000 000 000 EUR aux prix de 2018 des fonds empruntés seraient utilisés pour accorder des prêts et jusqu'à 390 000 000 000 EUR aux prix de 2018 des fonds empruntés seraient utilisés pour des dépenses, le tout à la seule fin de faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19.
- (15) Cette réponse exceptionnelle devrait faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19 et éviter la réapparition de celle-ci. Dès lors, il convient que le soutien soit limité dans le temps et que la majeure partie du financement soit fournie dans la période suivant immédiatement la crise, ce qui signifie que les engagements juridiques au titre d'un programme financé sur ces ressources supplémentaires devraient être pris au plus tard le 31 décembre 2023. L'approbation des paiements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience sera subordonnée au respect satisfaisant des objectifs intermédiaires et finaux correspondants énoncés dans le plan pour la reprise et la résilience, qui seront évalués conformément à la procédure pertinente prévue par le règlement établissant une facilité pour la reprise et la résilience, reflétant les conclusions du Conseil européen tenu du 17 au 21 juillet 2020.
- (16) Afin de supporter les engagements liés à l'emprunt de fonds envisagé, un relèvement extraordinaire et temporaire des plafonds des ressources propres est nécessaire. Par conséquent, à la seule fin de couvrir l'ensemble des engagements de l'Union découlant de son emprunt destiné à faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, le plafond des crédits de paiement et le plafond des crédits d'engagement devraient être relevés de 0,6 point de pourcentage chacun. L'habilitation de la Commission à emprunter des fonds sur les marchés des capitaux au nom de l'Union, à la seule et unique fin de financer les mesures destinées à faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, est étroitement liée au relèvement des plafonds des ressources propres prévu dans la présente décision et, en fin de compte, au fonctionnement du système des ressources propres de l'Union. En conséquence, il y a lieu d'inclure cette habilitation dans la présente décision. Le caractère inédit de cette opération et le montant exceptionnel des fonds à emprunter exigent de connaître avec certitude le volume global des engagements de l'Union et les caractéristiques essentielles de leur remboursement, et de mettre en œuvre une stratégie d'emprunt diversifiée.
- (17) Le relèvement des plafonds des ressources propres est nécessaire parce que, à défaut, ceux-ci ne suffiraient pas à garantir la disponibilité des ressources adéquates dont l'Union a besoin pour faire face aux engagements découlant de l'habilitation exceptionnelle et temporaire à emprunter des fonds. La nécessité de recourir à cette attribution supplémentaire ne sera que temporaire également étant donné que les obligations financières et les passifs éventuels correspondants diminueront au fil du temps, à mesure que les fonds empruntés seront remboursés et que les prêts arriveront à échéance. Par conséquent, le relèvement devrait expirer lorsque tous les fonds empruntés auront été remboursés et que tous les passifs éventuels liés aux prêts accordés sur la base de ces fonds seront éteints, ce qui devrait être le cas le 31 décembre 2058 au plus tard.
- (18) Les activités de l'Union visant à faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19 doivent être substantielles et doivent se dérouler sur une période relativement courte. L'emprunt de fonds doit suivre le même calendrier. Par conséquent, la nouvelle activité d'emprunt net devrait cesser au plus tard à la fin de 2026. Après 2026, les opérations d'emprunt devraient être strictement limitées aux opérations de refinancement afin d'assurer une gestion efficace de la dette. Lors de la mise en œuvre des opérations dans le cadre d'une stratégie de financement diversifiée, la Commission devrait tirer le meilleur parti de la capacité des marchés à absorber l'emprunt de montants aussi importants assortis d'échéances différentes, y compris en
- (14) De economische impact van de COVID-19-crisis onderstreept het belang van het waarborgen dat de Unie voldoende financiële capaciteit heeft om economische schokken op te vangen. De Unie moet zichzelf de middelen verschaffen om haar doelstellingen te verwezenlijken. Financiële middelen op uitzonderlijke schaal zijn nodig om de gevolgen van de COVID-19-crisis te bestrijden zonder de druk op de financiën van de lidstaten te vergroten, nu hun begrotingen reeds onder enorme druk staan als gevolg van de financiering van de nationale economische en sociale maatregelen in verband met de crisis. Daarom moet een uitzonderlijke respons op Unieniveau plaatsvinden. Om die reden is het passend aan de Commissie op uitzonderlijke grond een tijdelijke machtiging te verlenen om namens de Unie op de kapitaalmarkten leningen aan te gaan tot maximaal 750 miljard EUR in prijzen van 2018 van de geleende middelen. Van dat bedrag zou maximaal 360 miljard EUR in prijzen van 2018 uitsluitend worden gebruikt voor het verstrekken van leningen en maximaal 390 miljard EUR in prijzen van 2018 van de geleende middelen worden gebruikt voor uitgaven, in beide gevallen enkel ter bestrijding van de gevolgen van de COVID-19-crisis.
- (15) Deze uitzonderlijke respons moet de gevolgen van de COVID-19-crisis bestrijden en herhaling van de crisis voorkomen. Daarom moet de steun in de tijd worden beperkt en moet het grootste deel van de financiering onmiddellijk na de crisis worden verstrekt, wat betekent dat de juridische verbintenissen van een met deze extra middelen gefinancierd programma uiterlijk op 31 december 2023 moeten worden aangegaan. De goedkeuring van betalingen in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit zal afhankelijk zijn van het feit of de relevante mijlpalen en streefdoelen van het herstel- en veerkrachtplan voldoende verwezenlijkt zijn, welke zullen worden beoordeeld overeenkomstig de procedure daarvoor in de verordening tot instelling van een herstel- en veerkrachtfaciliteit, waarin de conclusies van de Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 hun weerslag vinden.
- (16) Om de aansprakelijkheid in verband met de voorgenomen lening van financiële middelen te dragen, is een buitengewone en tijdelijke verhoging van de maxima van de eigen middelen noodzakelijk. Daarom moeten zowel het maximum van de betalingskredieten als dat van de vastleggingskredieten worden verhoogd met 0,6 procentpunten, uitsluitend om te voldoen aan alle verplichtingen van de Unie die voortvloeien uit haar leningen om de gevolgen van de crisis COVID-19 aan te pakken. De machtiging van de Commissie om namens de Unie op de kapitaalmarkten leningen aan te gaan met als enig doel de financiering van de maatregelen om de gevolgen van de COVID-19-crisis te bestrijden, hangt nauw samen met de verhoging van het maximum van de eigen middelen dat is vastgelegd in dit besluit en, uiteindelijk, met de werking van het stelsel van eigen middelen van de Unie. Die machtiging moet dienovereenkomstig in dit besluit worden opgenomen. Omdat het om een ongekende verrichting en een uitzonderlijk bedrag aan de te lenen middelen gaat, moet zekerheid worden geboden wat betreft de totale omvang van de aansprakelijkheid van de Unie en de essentiële kenmerken van de terugbetaling ervan, en moet een gediversifieerde strategie voor middelenopname worden toegepast.
- (17) De maxima van de eigen middelen moeten worden verhoogd omdat deze anders ontoereikend zouden zijn om de Unie voldoende middelen te geven om te voldoen aan de verplichtingen die voortvloeien uit de uitzonderlijke en tijdelijke machtiging om leningen aan te gaan. De noodzaak om gebruik te maken van deze aanvullende toewijzing zal ook slechts tijdelijk zijn aangezien de betreffende financiële verplichtingen en voorwaardelijke verplichtingen mettertijd zullen afnemen naarmate de geleende middelen worden terugbetaald en de leningen vervallen. Daarom moet de verhoging eindigen wanneer alle geleende middelen zijn terugbetaald en moeten alle voorwaardelijke verplichtingen met betrekking tot op basis van die middelen verstrekte leningen zijn beëindigd, hetgeen uiterlijk op 31 december 2058 moet zijn.
- (18) De activiteiten van de Unie voor het aanpakken van de gevolgen van de COVID-19-crisis moeten aanzienlijk zijn en in een relatief korte periode plaatsvinden. Bij het opnemen van de middelen moet dit tijdschema worden gevolgd. Daarom moet uiterlijk eind 2026 een einde komen aan de nieuwe netto opname van leningen. Na 2026 moeten de transacties tot het opnemen van leningen strikt worden beperkt tot herfinancieringstransacties om te zorgen voor een efficiënt schuldenbeheer. Bij de uitvoering van de maatregelen door middel van een gediversifieerde financieringsstrategie moet de Commissie optimaal gebruikmaken van de capaciteit van de markten om de opname van dergelijke aanzienlijke leningen met verschillende

ce qui concerne un financement à court terme à des fins de gestion de trésorerie, et garantir les conditions les plus avantageuses en matière de remboursement. En outre, la Commission devrait informer régulièrement et de manière exhaustive le Parlement européen et le Conseil sur tous les aspects de sa gestion de la dette. Une fois connus les calendriers des paiements relatifs aux politiques à financer par l'emprunt, la Commission communiquera au Parlement européen et au Conseil un calendrier des émissions précisant les dates et les volumes d'émission prévus pour l'année à venir, ainsi qu'un plan indiquant les remboursements de principal et les paiements d'intérêts prévus. La Commission devrait actualiser ce calendrier régulièrement.

- (19) Il convient que le remboursement de fonds empruntés en vue de fournir un soutien non remboursable, de fournir un soutien remboursable au moyen d'instruments financiers ou de provisionner des garanties budgétaires, ainsi que le paiement des intérêts exigibles, soit financé par le budget de l'Union. Les fonds empruntés qui sont utilisés pour accorder des prêts aux États membres devraient être remboursés au moyen des sommes reçues de la part des États membres bénéficiaires. Les ressources nécessaires doivent être attribuées à l'Union et mises à sa disposition pour lui permettre de couvrir l'ensemble de ses obligations financières et passifs éventuels découlant de l'habilitation exceptionnelle et temporaire à emprunter au cours d'une année donnée et en toutes circonstances conformément à l'article 310, paragraphe 4, et à l'article 323 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).
- (20) Les montants non utilisés pour payer des intérêts comme prévu serviront à des remboursements anticipés avant la fin du CFP 2021-2027, avec un montant minimal, et peuvent être augmentés au-delà de ce niveau, à condition que de nouvelles ressources propres aient été introduites après 2021 conformément à la procédure énoncée à l'article 311, troisième alinéa, du TFUE. Tous les engagements résultant de l'habilitation exceptionnelle et temporaire à emprunter des fonds devraient être intégralement remboursés au plus tard le 31 décembre 2058. Afin de garantir une gestion budgétaire efficace des crédits nécessaires pour couvrir les remboursements des fonds empruntés, il convient de prévoir la possibilité de fractionner les engagements budgétaires sous-jacents en tranches annuelles.
- (21) Le calendrier des remboursements devrait respecter le principe de bonne gestion financière et couvrir dans sa totalité le volume des fonds empruntés au titre de l'habilitation de la Commission, en vue de parvenir à une réduction constante et prévisible des engagements pendant l'ensemble de la période. À cette fin, les montants dus par l'Union au cours d'une année donnée pour le remboursement du principal ne devraient pas dépasser 7,5 % du montant maximal de 390 000 000 000 EUR prévu pour des dépenses.
- (22) Compte tenu des caractéristiques de l'habilitation exceptionnelle, temporaire et limitée de la Commission à emprunter des fonds aux fins de faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, il y a lieu de préciser que, en règle générale, l'Union ne devrait pas utiliser les fonds empruntés sur les marchés des capitaux pour le financement de dépenses opérationnelles.
- (23) Afin de garantir que l'Union est toujours en mesure de remplir ses obligations juridiques à l'égard de tiers en temps utile, il convient que la présente décision prévoit des règles spéciales autorisant la Commission, pendant la période de relèvement temporaire des plafonds des ressources propres, à appeler les États membres à mettre provisoirement à disposition les ressources en liquidités correspondantes si les crédits autorisés inscrits au budget sont insuffisants pour couvrir les engagements découlant de l'emprunt lié audit relèvement temporaire. La Commission devrait uniquement être en mesure, en dernier ressort, de demander des ressources en liquidités si elle ne peut pas générer les liquidités nécessaires en recourant à d'autres mesures de gestion de trésorerie active, y compris, au besoin, le recours à un financement à court terme sur les marchés des capitaux, afin de garantir le respect en temps utile des obligations de l'Union à l'égard des prêteurs. Il convient de prévoir que ces appels devraient être annoncés par la Commission aux États membres suffisamment à l'avance et effectués strictement au prorata de la prévision des recettes du budget en provenance de chaque État membre, et, en tout état de cause, limités à leur part du plafond des ressources propres temporairement relevé, soit 0,6 % du RNB des États membres. Toutefois, si un État membre n'honore pas à temps un appel, en tout ou en partie, ou s'il informe la Commission qu'il ne sera pas en mesure d'honorer un appel, la Commission devrait néanmoins

looptijden op te vangen, inclusief kortetermijnfinanciering ten behoeve van liquiditeitsbeheer, en moeten de meest voordelige terugbetalingsvoorwaarden worden gewaarborgd. Daarnaast moet de Commissie het Europees Parlement en de Raad regelmatig en uitgebreid informeren over alle aspecten van haar schuldbeheer. Zodra de betalingsschema's voor het door de lening te financieren beleid bekend zijn, zal de Commissie een tijdschema voor de uitgifte met de verwachte uitgiftedata en -volumes voor het komende jaar en een plan met de verwachte aflossingen van de hoofdsom en rentebetalingen meedelen aan het Europees Parlement en de Raad. De Commissie dient dat tijdschema regelmatig te actualiseren.

- (19) De terugbetaling van de geleende middelen die bedoeld zijn voor het verstrekken van niet terug te betalen steun, het verstrekken van terug te betalen steun door middel van financiële instrumenten of voorzieningen voor begrotingsgaranties, alsmede de betaling van verschuldigde rente, moet uit de begroting van de Unie worden gefinancierd. De als leningen opgenomen middelen die worden gebruikt om leningen aan lidstaten te verstrekken, moeten worden terugbetaald met gebruik van de bedragen die van de begunstigde lidstaten worden ontvangen. De nodige middelen moeten aan de Unie worden toegewezen en ter beschikking worden gesteld zodat zij kan voldoen aan al haar financiële verplichtingen en voorwaardelijke verplichtingen die voortvloeien uit de uitzonderlijke en tijdelijke machtiging om in een bepaald jaar onder alle omstandigheden middelen te lenen met inachtneming van artikel 310, lid 4, en artikel 323 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU).
- (20) Bedragen die niet zijn gebruikt voor rentebetalingen zoals gepland, zullen worden gebruikt voor vervroegde aflossingen vóór het einde van het MFK 2021-2027, met een minimumbedrag, en kunnen worden verhoogd tot boven dit niveau mits na 2021 nieuwe eigen middelen zijn ingevoerd volgens de procedure van artikel 311, derde alinea, VWEU. Alle verplichtingen die voortvloeien uit de uitzonderlijke en tijdelijke machtiging om leningen aan te gaan, moeten uiterlijk op 31 december 2058 volledig zijn terugbetaald. Om te zorgen voor het efficiënt begrotingsbeheer van de kredieten die vereist zijn voor de terugbetaling van de geleende middelen, is het passend te voorzien in de mogelijkheid de onderliggende begrotingsvastleggingen in jaarlijkse tranches te verdelen.
- (21) Het terugbetalingsschema moet in overeenstemming zijn met het beginsel van goed financieel beheer en betrekking hebben op de volledige omvang van de middelen die zijn geleend in het kader van de machtiging van de Commissie, zodat de verplichtingen gedurende de gehele periode op gestage en voorspelbare wijze afnemen. Daartoe mogen de bedragen die in een bepaald jaar door de Unie zijn verschuldigd voor de aflossing van de hoofdsom, ten hoogste 7,5 % van het maximumbedrag van 390 miljard EUR voor uitgaven belopen.
- (22) Gegeven de kenmerken van de uitzonderlijke, tijdelijke en beperkte machtiging van de Commissie om middelen te lenen teneinde de gevolgen van de COVID-19-crisis te bestrijden, moet worden verduidelijkt dat de Unie in de regel geen gebruik mag maken van op de kapitaalmarkten geleende middelen voor de financiering van beleidsuitgaven.
- (23) Om ervoor te zorgen dat de Unie altijd in staat is tijdig aan haar wettelijke verplichtingen ten aanzien van derden te voldoen, moeten in dit besluit specifieke regels worden vastgelegd die de Commissie, gedurende de periode dat de tijdelijke verhoging van de maxima van de eigen middelen van kracht is, het recht geven de lidstaten te verzoeken voorlopig de nodige kasmiddelen beschikbaar te stellen indien de op de Uniebegroting uitgetrokken kredieten niet toereikend zijn om de verplichtingen te dekken die voortvloeien uit leningen die verband houden met die tijdelijke verhoging. De Commissie moet, als laatst redmiddel, enkel een beroep kunnen doen op kasmiddelen als zij de nodige liquiditeit niet kan genereren door andere maatregelen met betrekking tot actief liquiditeitsbeheer, waaronder, zo nodig, door middel van een beroep op kortetermijnfinanciering op kapitaalmarkten, om ervoor te zorgen dat de verplichtingen van de Unie jegens kredietverstrekkers tijdig worden nageleefd. Het is dienstig te bepalen dat dergelijke verzoeken ruim van tevoren door de Commissie aan de lidstaten moeten worden aangekondigd en strikt pro rata moeten zijn met de geraamde begrotingsontvangsten van elke lidstaat, en in ieder geval beperkt tot hun aandeel in het tijdelijk verhoogde maximum van de eigen middelen, dat wil zeggen 0,6 % van het bni van de lidstaten. Indien een lidstaat een verzoek echter niet tijdig geheel of gedeeltelijk inwilligt of de Commissie ervan in kennis stelt dat hij daaraan geen gevolg zal

être autorisée, de manière provisoire, à effectuer des appels supplémentaires auprès d'autres États membres, au prorata. Il convient de fixer un montant maximal que la Commission peut demander annuellement à un État membre. Il est attendu de la Commission qu'elle présente les propositions nécessaires aux fins de l'inscription au budget de l'Union des dépenses couvertes par les montants des ressources en liquidités provisoirement fournies par les États membres afin de garantir que ces ressources sont prises en compte le plus tôt possible aux fins de l'inscription des ressources propres au crédit des comptes par les États membres, à savoir conformément au cadre juridique applicable et donc sur la base des clés RNB applicables respectives, sans préjudice d'autres ressources propres et d'autres recettes.

- (24) En vertu de l'article 311, quatrième alinéa, du TFUE, un règlement du Conseil fixant les mesures d'exécution du système de ressources propres de l'Union sera adopté. Parmi ces mesures devraient figurer des dispositions de nature générale et technique, applicables à toutes les catégories de ressources propres. Ces mesures devraient comprendre des règles détaillées concernant le calcul et la budgétisation du solde, ainsi que les dispositions et modalités nécessaires au contrôle et à la surveillance de la perception des ressources propres.
- (25) La présente décision ne devrait entrer en vigueur qu'une fois qu'elle aura été approuvée par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, la souveraineté nationale étant ainsi pleinement respectée. Lors de sa réunion tenue du 17 au 21 juillet 2020, le Conseil européen a pris note de l'intention des États membres de procéder à l'approbation de la présente décision dès que possible.
- (26) Pour des raisons de cohérence, de continuité et de sécurité juridique, il est nécessaire d'établir des dispositions pour assurer une transition sans heurts entre le système instauré par la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil (3) et le système prévu par la présente décision.
- (27) Il y a lieu d'abroger la décision 2014/335/UE, Euratom.
- (28) Aux fins de la présente décision, tous les montants devraient être exprimés en euros.
- (29) Compte tenu de la nécessité de permettre d'urgence l'emprunt en vue de financer les mesures visant à faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, il convient que la présente décision entre en vigueur le premier jour du premier mois suivant la réception de la dernière des notifications de l'accomplissement des procédures pour l'adoption de la présente décision.
- (30) Afin d'assurer la transition vers le système révisé des ressources propres et de faire coïncider la présente décision avec l'exercice budgétaire, il convient que la présente décision s'applique à partir du 1er janvier 2021,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Objet

La présente décision établit les règles d'attribution des ressources propres à l'Union en vue d'assurer le financement du budget annuel de l'Union.

Article 2

Catégories de ressources propres et des méthodes spécifiques de leur calcul

1. Constituent des ressources propres inscrites au budget de l'Union, les recettes provenant:

- a) des ressources propres traditionnelles, à savoir des prélèvements, primes, montants supplémentaires ou compensatoires, montants ou éléments additionnels, des droits du tarif douanier commun et autres droits établis ou à établir par les institutions de l'Union sur les échanges avec les pays tiers, des droits de douane sur les produits relevant du traité, arrivé à expiration, instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ainsi que des cotisations et autres droits prévus dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre;
- b) de l'application d'un taux d'appel uniforme de 0,30 % pour tous les États membres au montant total des recettes de la TVA perçues sur toutes les opérations imposables, divisé par le taux moyen pondéré de la TVA calculé pour l'année civile concernée,

kunnen geven, moet de Commissie niettemin voorlopig worden gemachtigd om op een pro-ratabasis extra verzoeken aan andere lidstaten te doen. Het is dienstig een maximumbedrag te bepalen dat de Commissie jaarlijks aan een lidstaat kan vragen. De Commissie wordt geacht de nodige voorstellen in te dienen om de uitgaven die worden gedekt door de bedragen van de door de lidstaten voorlopig verstrekte kasmiddelen op te nemen in de Uniebegroting om ervoor te zorgen dat die middelen zo spoedig mogelijk in aanmerking worden genomen opdat de eigen middelen door de lidstaten op het credit van rekeningen worden geboekt, dat wil zeggen overeenkomstig het toepasselijke juridisch kader en dus op basis van de respectieve bni-sleutels en onverlet andere eigen middelen en andere inkomsten.

- (24) Uit hoofde van artikel 311, vierde alinea, VWEU zal een verordening van de Raad tot vaststelling van uitvoeringsmaatregelen voor het stelsel van eigen middelen van de Unie worden aangenomen. Die maatregelen moeten bepalingen van algemene en technische aard omvatten, die gelden voor alle categorieën eigen middelen. Die maatregelen moeten nadere regels bevatten voor de berekening en opname in de begroting van het saldo, alsmede de bepalingen en regelingen die nodig zijn voor de controle en het toezicht op de inning van de eigen middelen.
- (25) Dit besluit moet pas in werking treden na door alle lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen te zijn goedgekeurd; de nationale soevereiniteit wordt hierbij derhalve ten volle in acht genomen. De Europese Raad van 17 tot en met 21 juli 2020 heeft nota genomen van het voornemen van de lidstaten om dit besluit zo spoedig mogelijk goed te keuren.
- (26) Om redenen van samenhang, continuïteit en rechtszekerheid moeten bepalingen worden vastgesteld die een soepele transitie mogelijk maken van het bij Besluit 2014/335/EU, Euratom van de Raad (3) ingevoerde stelsel naar het in dit besluit voorziene stelsel.
- (27) Besluit 2014/335/EU, Euratom moet worden ingetrokken.
- (28) Voor de toepassing van dit besluit dienen alle bedragen te worden uitgedrukt in euro.
- (29) Vanwege de noodzaak om dringend de opname van leningen mogelijk te maken voor de financiering van maatregelen om de gevolgen van de COVID-19-crisis op te vangen, moet dit besluit in werking treden op de eerste dag van de maand volgende op die waarin de laatste kennisgeving van de voltooiing van de procedures voor de aanneming van dit besluit is ontvangen.
- (30) Om de transitie naar het herziene stelsel van eigen middelen te waarborgen en om ervoor te zorgen dat dit besluit samenvalt met het begrotingsjaar, moet dit besluit met ingang van 1 januari 2021 van toepassing zijn,

HEEFT HET VOLGENDE BESLUIT VASTGESTELD:

Artikel 1

Onderwerp

Bij dit besluit worden de voorschriften vastgesteld voor de toekenning van eigen middelen aan de Unie om de financiering van de jaarlijkse begroting van de Unie te waarborgen.

Artikel 2

Categorieën eigen middelen en specifieke berekeningsmethoden

1. De in de Uniebegroting opgevoerde eigen middelen worden gevormd door de ontvangsten uit:

- a) traditionele eigen middelen bestaande uit de heffingen, premies, extra bedragen of compenserende bedragen, aanvullende bedragen of aanvullende elementen, rechten van het gemeenschappelijk douanetarief en de overige door de instellingen van de Unie ingevoerde of in te voeren rechten op het handelsverkeer met derde landen, de douanerechten op de onder het vervallen Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal vallende producten, alsmede de bijdragen en andere heffingen die in het kader van de gemeenschappelijke ordening der markten in de sector suiker zijn vastgesteld;
- b) de toepassing van een uniform afdrachtpercentage van 0,30 % voor alle lidstaten op het totale bedrag aan btw-inkomsten dat is geïnd ten aanzien van alle belastbare leveringen, gedeeld door het gewogen gemiddeld btw-tarief, berekend over het

comme prévu par le règlement (CEE, Euratom) no 1553/89 du Conseil (4). Pour chaque État membre, l'assiette TVA à prendre en compte à cette fin n'excède pas 50 % du RNB;

- c) de l'application d'un taux d'appel uniforme au poids des déchets d'emballages en plastique non recyclés produits dans chaque État membre. Le taux d'appel uniforme est de 0,80 EUR par kilogramme. Pour certains États membres, une réduction forfaitaire annuelle, définie au paragraphe 2, troisième alinéa, s'applique;
- d) de l'application d'un taux d'appel uniforme, à fixer dans le cadre de la procédure budgétaire compte tenu de toutes les autres recettes, à la somme des RNB de tous les États membres.

2. Aux fins du paragraphe 1, point c), du présent article, on entend par «plastique» un polymère au sens de l'article 3, point 5), du règlement (CE) no 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil (5), auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés; les termes «déchets d'emballages» et «recyclage» s'entendent selon le sens qui leur est attribué à l'article 3, points 2) et 2 ter), de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil (6), respectivement, et tels qu'ils sont utilisés dans la décision 2005/270/CE de la Commission (7).

Le poids des déchets d'emballages en plastique non recyclés est calculé comme la différence entre le poids des déchets d'emballages en plastique produits dans un État membre au cours d'une année donnée et le poids des déchets d'emballages en plastique recyclés au cours de cette même année, déterminé conformément à la directive 94/62/CE.

Les États membres suivants ont droit à une réduction annuelle forfaitaire, exprimée en prix courants, à appliquer à leur contribution respective au titre du paragraphe 1, point c), d'un montant de 22 000 000 EUR pour la Bulgarie, de 32 187 600 EUR pour la Tchéquie, de 4 000 000 EUR pour l'Estonie, de 33 000 000 EUR pour la Grèce, de 142 000 000 EUR pour l'Espagne, de 13 000 000 EUR pour la Croatie, de 184 048 000 EUR pour l'Italie, de 3 000 000 EUR pour Chypre, de 6 000 000 EUR pour la Lettonie, de 9 000 000 EUR pour la Lituanie, de 30 000 000 EUR pour la Hongrie, de 1 415 900 EUR pour Malte, de 117 000 000 EUR pour la Pologne, de 31 322 000 EUR pour le Portugal, de 60 000 000 EUR pour la Roumanie, de 6 279 700 EUR pour la Slovénie et de 17 000 000 EUR pour la Slovaquie.

3. Aux fins du paragraphe 1, point d), le taux d'appel uniforme s'applique au RNB de chaque État membre.

Le RNB visé au paragraphe 1, point d), fait référence au RNB annuel aux prix du marché, tel qu'il est déterminé par la Commission en application du règlement (UE) no 549/2013.

4. Pour la période 2021-2027, les États membres suivants bénéficient d'une réduction brute de leur contribution annuelle fondée sur le RNB au titre du paragraphe 1, point d), d'un montant de 565 000 000 EUR pour l'Autriche, de 377 000 000 EUR pour le Danemark, de 3 671 000 000 EUR pour l'Allemagne, de 1 921 000 000 EUR pour les Pays-Bas et de 1 069 000 000 EUR pour la Suède. Ces montants sont aux prix de 2020 et sont ajustés aux prix courants par l'application du déflateur du produit intérieur brut pour l'Union le plus récent exprimé en euros, tel qu'il est déterminé par la Commission, qui est disponible au moment de l'élaboration du projet de budget. Ces réductions brutes sont financées par l'ensemble des États membres.

5. Si, au début de l'exercice budgétaire, le budget de l'Union n'a pas été adopté, les taux d'appel précédents basés sur le RNB continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux taux.

Article 3

Plafonds des ressources propres

1. Le montant total des ressources propres attribué à l'Union pour couvrir les crédits annuels pour paiements ne dépasse pas 1,40 % de la somme des RNB de tous les États membres.

2. Le montant total des crédits annuels pour engagements inscrit au budget de l'Union ne dépasse pas 1,46 % de la somme des RNB de tous les États membres.

3. Une relation ordonnée est maintenue entre crédits pour engagements et crédits pour paiements afin de garantir leur compatibilité et de permettre le respect du plafond fixé au paragraphe 1 dans les années suivantes.

betreffende kalenderjaar, zoals bepaald in Verordening (EEG, Euratom) nr. 1553/89 van de Raad (4). Voor elke lidstaat mag de hiertoe in aanmerking te nemen btw-grondslag niet meer bedragen dan 50 % van het bni;

- c) de toepassing van een uniform afdrachtpercentage op het gewicht van niet-gerecycled kunststof verpakkingsafval dat in elke lidstaat wordt gegeneerd. Het uniform afdrachtpercentage bedraagt 0,80 EUR per kilogram. Voor bepaalde lidstaten geldt een jaarlijkse forfaitaire verlaging als omschreven in de derde alinea van lid 2;
- d) de toepassing van een, met inachtneming van alle andere ontvangsten, in het kader van de begrotingsprocedure vast te stellen uniform afdrachtpercentage op de som van de bni's van alle lidstaten.

2. Voor de toepassing van lid 1, onder c), van dit artikel betekent "kunststof" een polymeer in de zin van artikel 3, punt 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad (5) waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd; "verpakkingsafval" en "recycling" hebben de betekenis die aan die begrippen in respectievelijk punt 2 en punt 2 ter van artikel 3 van Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad (6) is toegekend, en als gebruikt in Besluit 2005/270/EG van de Commissie (7).

Het gewicht van niet-gerecycled kunststof verpakkingsafval wordt berekend als het verschil tussen het gewicht van het kunststof verpakkingsafval dat in een bepaald jaar in een lidstaat wordt gegeneerd en het gewicht van het in dat jaar gerecyclede kunststof verpakkingsafval, zoals bepaald op grond van Richtlijn 94/62/EG.

De volgende lidstaten hebben recht op jaarlijkse forfaitaire verlagingen, uitgedrukt in lopende prijzen, van hun respectieve bijdragen uit hoofde van lid 1, onder c), ten belope van 22 miljoen EUR voor Bulgarije, 32,1876 miljoen EUR voor Tsjechië, 4 miljoen EUR voor Estland, 33 miljoen EUR voor Griekenland, 142 miljoen EUR voor Spanje, 13 miljoen EUR voor Kroatië, 184,0480 miljoen EUR voor Italië, 3 miljoen EUR voor Cyprus, 6 miljoen EUR voor Letland, 9 miljoen EUR voor Litouwen, 30 miljoen EUR voor Hongarije, 1,4159 miljoen EUR voor Malta, 117 miljoen EUR voor Polen, 31,3220 miljoen EUR voor Portugal, 60 miljoen EUR voor Roemenië, 6,2797 miljoen EUR voor Slovenië en 17 miljoen EUR voor Slowakije.

3. Voor de toepassing van lid 1, onder d), is het uniforme afdrachtpercentage van toepassing op het bni van elke lidstaat.

Onder bni in de zin van lid 1, onder d), wordt verstaan een jaarlijks bni, uitgedrukt in marktprijzen, zoals dat door de Commissie is meegedeeld in toepassing van Verordening (EU) nr. 549/2013.

4. Voor de periode 2021-2027 genieten de volgende lidstaten een brutoverlaging van hun jaarlijkse bni-bijdragen uit hoofde van lid 1, onder d), ten belope van 565 miljoen EUR voor Oostenrijk, 377 miljoen EUR voor Denemarken, 3,671 miljard EUR voor Duitsland, 1,921 miljard EUR voor Nederland en 1,069 miljard EUR voor Zweden. Die bedragen worden uitgedrukt in prijzen van 2020 en omgerekend in actuele prijzen door toepassing van de door de Commissie meegeedeelde, meest recente deflator voor het bruto binnenlands product voor de Unie uitgedrukt in euro die beschikbaar is wanneer de ontwerp-begroting wordt opgesteld. Die brutoverlagingen worden gefinancierd door alle lidstaten.

5. Indien de Uniebegroting bij het begin van het begrotingsjaar niet is vastgesteld, blijven de bestaande uniforme bni-afdrachtpercentages van toepassing tot de inwerkingtreding van de nieuwe percentages.

Artikel 3

Maxima van de eigen middelen

1. Het totale bedrag van de aan de Unie ter dekking van de jaarlijkse betalingskredieten toegewezen eigen middelen is niet hoger dan 1,40 % van de som van de bni's van alle lidstaten.

2. De jaarlijks in de Uniebegroting opgevoerde vastleggingskredieten bedragen niet meer dan 1,46 % van de som van de bni's van alle lidstaten.

3. Er wordt een gepaste verhouding tussen vastleggingskredieten en betalingskredieten in acht genomen om ervoor te zorgen dat zij verenigbaar zijn en om in de volgende jaren de hand te kunnen houden aan het in lid 1 bepaalde maximum.

4. Lorsque des modifications apportées au règlement (UE) no 549/2013 entraînent des changements substantiels dans le niveau du RNB, la Commission recalcule les plafonds énoncés aux paragraphes 1 et 2 temporairement relevés conformément à l'article 6 sur la base de la formule suivante:

$$x \% (y \%) \times \frac{BNI_{t-2} + BNI_{t-1} + BNI_t \text{ ESR huidige}}{BNI_{t-2} + BNI_{t-1} + BNI_t \text{ ESR gewijzigd}}$$

$$x \% (y \%) \times \frac{RNB_{t-2} + RNB_{t-1} + RNB_t \text{ SEC actuel}}{RNB_{t-2} + RNB_{t-1} + RNB_t \text{ SEC modifié}}$$

où:

- «x %» est le plafond des ressources propres pour les crédits pour paiements,
- «y %» est le plafond des ressources propres pour les crédits pour engagements,
- «t» est la dernière année complète pour laquelle les données définies par le règlement (UE) 2019/516 du Parlement européen et du Conseil (8) sont disponibles,
- «SEC» est le système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union.

Article 4

Utilisation des fonds empruntés sur les marchés des capitaux

L'Union n'utilise pas les fonds empruntés sur les marchés des capitaux pour le financement de dépenses opérationnelles.

Article 5

Moyens supplémentaires extraordinaires et temporaires pour faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19

1. À la seule fin de faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19 au moyen du règlement du Conseil établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance et de la législation sectorielle qui y est visée:

- a) la Commission est habilitée à emprunter des fonds sur les marchés des capitaux au nom de l'Union à hauteur d'un montant maximal de 750 000 000 000 EUR aux prix de 2018. Les opérations d'emprunt sont effectuées en euros;
- b) un montant maximal de 360 000 000 000 EUR aux prix de 2018 des fonds empruntés peut être utilisé pour fournir des prêts et, par dérogation à l'article 4, un montant maximal de 390 000 000 000 EUR aux prix de 2018 des fonds empruntés peut être utilisé pour des dépenses.

Le montant visé au point a) du premier alinéa est ajusté sur la base d'un déflateur fixe de 2 % par an. La Commission communique chaque année le montant ajusté au Parlement européen et au Conseil.

La Commission gère l'emprunt visé au premier alinéa, point a), de manière à ce qu'aucun nouvel emprunt net n'intervienne après 2026.

2. Le remboursement du principal des fonds empruntés pour être utilisés pour les dépenses visés au premier alinéa, point b), du présent article, ainsi que les intérêts exigibles correspondants, sont à la charge du budget de l'Union. Les engagements budgétaires peuvent être fractionnés sur plusieurs exercices en tranches annuelles, conformément à l'article 112, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil (9).

Le remboursement des fonds visés au premier alinéa, point a), du présent article est programmé, conformément au principe de bonne gestion financière, de manière à garantir la réduction constante et prévisible des engagements. Les remboursements du principal des fonds commencent avant la fin de la période couverte par le CFP 2021-2027, avec un montant minimal, dans la mesure où les montants non utilisés pour le paiement des intérêts dus au titre de l'emprunt visé au paragraphe 1, premier alinéa, point a), du présent article, le permettent, dans le respect de la procédure prévue à l'article 314 du TFUE. Tous les engagements résultant de l'habilitation exceptionnelle et temporaire de la Commission à emprunter des fonds visée au paragraphe 1 du présent article sont intégralement remboursés au plus tard le 31 décembre 2058.

4. Indien wijzigingen in Verordening (EU) nr. 549/2013 significante veranderingen van het bni-peil meebrengt, berekent de Commissie de in de leden 1 en 2 vastgelegde maxima opnieuw, zoals tijdelijk verhoogd overeenkomstig artikel 6, op basis van de volgende formule:

waarbij :

- "x%" het maximum van de eigen middelen voor betalingskredieten is;
- "y%" het maximum van de eigen middelen voor vastleggingskredieten is;
- "t" het laatste volledige jaar is waarvoor de bij Verordening (EU) 2019/516 van het Europees Parlement en de Raad (8) vastgestelde gegevens beschikbaar zijn;
- "ESR" het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Unie is.

Artikel 4

Gebruik van op kapitaalmarkten geleende middelen

De Unie gebruikt op kapitaalmarkten geleende middelen niet voor de financiering van beleidsuitgaven.

Artikel 5

Buitengewone en tijdelijke aanvullende middelen ter bestrijding van de gevolgen van de COVID-19-crisis

1. Uitsluitend met het oog op het aanpakken van de gevolgen van de COVID-19-crisis door middel van de verordening van de Raad tot vaststelling van een hersteinstrument van de Europese Unie en de daarin genoemde sectorale wetgeving:

- a) wordt de Commissie gemachtigd om namens de Unie middelen op kapitaalmarkten maximaal 750 miljard EUR in prijzen van 2018 te lenen. De transacties tot het opnemen van leningen worden uitgevoerd in euro;
- b) maximaal 360 miljard EUR in prijzen van 2018 van de geleende middelen mogen worden gebruikt voor het verstrekken van leningen en, in afwijking van artikel 4, maximaal 390 miljard EUR in prijzen van 2018 van de geleende middelen mag worden gebruikt voor uitgaven.

Het in de eerste alinea, onder a), bedoelde bedrag wordt aangepast op basis van een vaste deflator van 2 % per jaar. De Commissie stelt het Europees Parlement en de Raad jaarlijks in kennis van het aangepaste bedrag.

De Commissie beheert de in eerste alinea, onder a), bedoelde opname van leningen op zodanige wijze dat na 2026 geen nieuwe netto opname van leningen plaatsvindt.

2. De terugbetaling van de hoofdsom van de geleende voor de in lid 1, eerste alinea, onder b), van dit artikel bedoelde uitgaven te gebruiken middelen en de daarmee samenhangende verschuldigde rente komen ten laste van de Uniebegroting. Overeenkomstig artikel 112, lid 2, van Verordening (EU, Euratom) 2018/1046 van het Europees Parlement en de Raad (9) mag de vastlegging in de begroting in verscheidene jaartranches worden verdeeld.

De terugbetaling van de in de lid 1, eerste alinea, onder a), van dit artikel bedoelde middelen geschiedt overeenkomstig het beginsel van goed financieel beheer, volgens een schema dat waarborgt dat de verplichtingen gestaag en voorspelbaar verminderen. Met de terugbetaling van de hoofdsom van de middelen wordt vóór het einde van de MFK-periode 2021-2027 begonnen, met een minimumbedrag, voor zover bedragen die niet voor uit hoofde van de in lid 1 van dit artikel bedoelde leningen verschuldigde rentebetalingen zijn gebruikt, het toelaten, met inachtneming van de in artikel 314 VWEU bepaalde procedure. Alle verplichtingen als gevolg van de uitzonderlijke en tijdelijke machtiging van de Commissie om in lid 1 van dit artikel bedoelde leningen op te nemen worden uiterlijk op 31 december 2058 volledig terugbetaald.

Les montants dus par l'Union au cours d'une année donnée pour le remboursement du principal des fonds visés au premier alinéa du présent paragraphe ne dépassent pas 7,5 % du montant maximal à utiliser pour des dépenses visé au paragraphe 1, premier alinéa, point b).

3. La Commission prend les dispositions nécessaires aux fins de la gestion des opérations d'emprunt. La Commission informe régulièrement et de manière exhaustive le Parlement européen et le Conseil sur tous les aspects de sa stratégie de gestion de la dette. La Commission établit un calendrier des émissions précisant les dates et les volumes d'émission prévus pour l'année à venir, ainsi qu'un plan indiquant les remboursements de principal et les paiements d'intérêts prévus, et le communique au Parlement européen et au Conseil. La Commission actualise ce calendrier régulièrement.

Article 6

Relèvement extraordinaire et temporaire des plafonds des ressources propres en vue de l'attribution des ressources nécessaires pour faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19

Les plafonds mentionnés à l'article 3, paragraphes 1 et 2, sont temporairement relevés de 0,6 point de pourcentage chacun à la seule fin de couvrir l'ensemble des engagements de l'Union résultant des emprunts visés à l'article 5 jusqu'à ce que tous ces engagements aient cessé d'exister, et au plus tard le 31 décembre 2058.

Le relèvement des plafonds des ressources propres ne sert à couvrir aucun autre engagement de l'Union.

Article 7

Principe d'universalité

Les recettes visées à l'article 2 sont utilisées indistinctement pour financer toutes les dépenses inscrites au budget annuel de l'Union.

Article 8

Report de l'excédent

Tout excédent éventuel des recettes de l'Union sur l'ensemble des dépenses effectives au cours d'un exercice est reporté à l'exercice suivant.

Article 9

Perception des ressources propres et mise à disposition de celles-ci à la Commission

1. Les ressources propres visées à l'article 2, paragraphe 1, point a), sont perçues par les États membres conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales. Les États membres adaptent, le cas échéant, ces dispositions aux exigences des règles de l'Union.

La Commission procède à un examen des dispositions nationales applicables qui lui sont communiquées par les États membres, notifie aux États membres les adaptations qu'elle juge nécessaires pour assurer la conformité desdites dispositions avec les règles de l'Union et, au besoin, fait rapport au Parlement européen et au Conseil.

2. Les États membres retiennent, à titre de frais de perception, 25 % des montants visés à l'article 2, paragraphe 1, point a).

3. Les États membres mettent les ressources propres prévues à l'article 2, paragraphe 1, de la présente décision à la disposition de la Commission, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 322, paragraphe 2, du TFUE.

4. Sans préjudice de l'article 14, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) no 609/2014 du Conseil (10), si les crédits autorisés inscrits au budget de l'Union ne sont pas suffisants pour permettre à l'Union de se conformer à ses obligations découlant de l'emprunt visé à l'article 5 de la présente décision et que la Commission ne peut générer les liquidités nécessaires en recourant en temps utile à d'autres mesures prévues dans les dispositions financières applicables audit emprunt pour assurer le respect des obligations de l'Union, y compris par une gestion de trésorerie active et, au besoin, le recours à un financement à court terme sur les marchés des capitaux dans le respect des conditions et des limites énoncées à l'article 5, paragraphe 1, premier alinéa, point a), et à l'article 5, paragraphe 2, de la présente décision, les États membres, en dernier recours pour la Commission, mettent à la disposition de la Commission les ressources nécessaires à cette fin. En pareils cas, les paragraphes 5 à 9 du présent article s'appliquent par dérogation à l'article 14, paragraphe 3, et à l'article 14, paragraphe 4, premier alinéa, du règlement (UE, Euratom) no 609/2014.

De door de Unie in een gegeven jaar verschuldigde bedragen voor de terugbetaling van de hoofdsom van de in de eerste alinea van dit lid bedoelde middelen belopen niet meer dan 7,5 % van het in lid 1, eerste alinea, onder b), bedoelde maximumbedrag dat voor uitgaven moet worden gebruikt.

3. De Commissie treft de noodzakelijke regelingen voor het beheer van de transacties tot het opnemen van leningen. De Commissie informeert het Europees Parlement en de Raad regelmatig en uitgebreid over alle aspecten van haar strategie voor schuldbeheer. De Commissie stelt een tijdschema voor de uitgifte vast met de verwachte uitgiftedata en -volumes voor het komende jaar, en een plan met de verwachte aflossingen van de hoofdsom en rentebetalingen, en deelt het aan het Europees Parlement en de Raad mee. De Commissie actualiseert dat tijdschema regelmatig.

Artikel 6

Buitengewone en tijdelijke verhoging van de maxima van de eigen middelen ten behoeve van de toewijzing van de voor de bestrijding van de gevolgen van de COVID-19-crisis benodigde middelen

De in artikel 3, leden 1 en 2, vastgestelde maxima worden elk tijdelijk verhoogd met 0,6 procentpunt met als enig doel alle verplichtingen van de Unie die voortvloeien uit haar in artikel 5 bedoelde leningen, te dekken totdat al deze verplichtingen zijn vervallen, en uiterlijk tot en met 31 december 2058.

De verhoogde maxima van de eigen middelen mogen niet worden gebruikt ter dekking van andere verplichtingen van de Unie.

Artikel 7

Universaliteitsbeginsel

De in artikel 2 bedoelde ontvangsten worden zonder onderscheid gebruikt voor de financiering van alle uitgaven die in de jaarlijkse begroting van de Unie zijn opgenomen.

Artikel 8

Overdracht van het overschot

Het eventuele overschot van de ontvangsten van de Unie ten opzichte van de totale werkelijke uitgaven gedurende een begrotingsjaar wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Artikel 9

Inning van de eigen middelen en terbeschikkingstelling ervan aan de Commissie

1. De in artikel 2, lid 1, onder a), bedoelde eigen middelen worden door de lidstaten geïnd overeenkomstig de nationale wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen. De lidstaten passen die bepalingen waar nodig aan opdat zij aan de Unievoorschriften voldoen.

De Commissie onderzoekt de desbetreffende nationale bepalingen waarvan de lidstaten haar in kennis stellen, deelt de lidstaten de aanpassingen mee die zij noodzakelijk acht om deze bepalingen in overeenstemming te brengen met de Unievoorschriften, en brengt zo nodig verslag uit aan het Europees Parlement en de Raad.

2. De lidstaten houden 25 % van de in artikel 2, lid 1, onder a), bedoelde bedragen in als inningskosten.

3. De lidstaten stellen de in artikel 2, lid 1, van dit besluit bedoelde eigen middelen ter beschikking van de Commissie, in overeenstemming met verordeningen die op grond van artikel 322, lid 2, VWEU worden vastgesteld.

4. Onverminderd artikel 14, lid 2, van Verordening (EU, Euratom) nr. 609/2014 van de Raad (10) geldt dat, als de in de Uniebegroting opgenomen toegestane kredieten voor de Unie niet toereikend zijn om te voldoen aan haar verplichtingen die voortvloeien uit het opnemen van leningen zoals bedoeld in artikel 5 van dit besluit, en de Commissie de nodige liquiditeit niet kan genereren door andere maatregelen die in de op die leningen toepasselijke financiële regelingen zijn opgenomen, op tijd te activeren om de naleving van de verplichtingen van de Unie te garanderen, inclusief door actief liquiditeitsbeheer en, indien nodig, door een beroep te doen op kortetermijnfinanciering op kapitaalmarkten conform de in artikel 5, lid 1, eerste alinea, onder a), en artikel 5, lid 2, vastgelegde voorwaarden en beperkingen, de lidstaten de Commissie, als laatste redmiddel, daartoe de nodige middelen ter beschikking stellen. In die alinea, onder a), en artikel 5, lid 2, vastgelegde voorwaarden en beperkingen, de lidstaten de Commissie, als laatste redmiddel, daartoe de nodige middelen ter beschikking stellen. In die gevallen zijn, in afwijking van artikel 14, lid 3, en van artikel 14, lid 4, eerste alinea, van Verordening (EU, Euratom) nr. 609/2014, leden 5 tot en met 9, van dit artikel van toepassing.

5. Sous réserve de l'article 14, paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement (UE, Euratom) no 609/2014, la Commission peut appeler les États membres à fournir, à titre provisoire, la différence entre les avoirs globaux et les besoins de trésorerie, proportionnellement («au prorata») à la prévision des recettes du budget en provenance de chacun d'eux. La Commission informe les États membres de ces appels suffisamment à l'avance. La Commission établira un dialogue structuré avec les services nationaux de gestion de la dette et les trésors publics nationaux en ce qui concerne ses calendriers d'émission et de remboursement.

Si un État membre n'honore pas à temps un appel, en tout ou partie, ou s'il informe la Commission qu'il ne sera pas en mesure d'honorer un appel, afin de couvrir la part correspondant à l'État membre concerné, la Commission a provisoirement le droit d'effectuer des appels supplémentaires auprès des autres États membres. Ces appels sont effectués au prorata des recettes du budget prévues en provenance de chacun des autres États membres. L'État membre qui n'a pas honoré un appel reste tenu de l'honorer.

6. Le montant annuel total maximal de ressources en liquidités qui peut être demandé à un État membre en vertu du paragraphe 5 est en toutes circonstances limité à sa part relative fondée sur le RNB dans le relèvement extraordinaire et temporaire du plafond des ressources propres visé à l'article 6. À cette fin, la part relative fondée sur le RNB est calculée comme étant la part dans le RNB total de l'Union, telle qu'elle ressort de la colonne correspondante dans la partie «recettes» du dernier budget annuel de l'Union adopté.

7. Toute fourniture de ressources en liquidités en vertu des paragraphes 5 et 6 est compensée sans retard conformément au cadre juridique applicable au budget de l'Union.

8. Les dépenses couvertes par les montants des ressources en liquidités provisoirement fournies par les États membres conformément au paragraphe 5 sont inscrites sans retard au budget de l'Union afin de garantir que les recettes correspondantes sont prises en compte le plus tôt possible aux fins de l'inscription des ressources propres au crédit des comptes par les États membres conformément aux dispositions pertinentes du règlement (UE, Euratom) no 609/2014.

9. Sur une base annuelle, l'application du paragraphe 5 ne conduit pas à effectuer des appels de ressources en trésorerie pour un montant dépassant les plafonds des ressources propres visés à l'article 3, relevés conformément à l'article 6.

Article 10

Mesures d'exécution

Le Conseil fixe les mesures d'exécution conformément à la procédure visée à l'article 311, quatrième alinéa, du TFUE en ce qui concerne les éléments suivants du système des ressources propres de l'Union:

- a) la procédure de calcul et de budgétisation du solde budgétaire annuel, conformément à l'article 8;
- b) les dispositions et modalités nécessaires au contrôle et à la surveillance de la perception des ressources propres visées à l'article 2, paragraphe 1, et des obligations applicables en matière d'information.

Article 11

Dispositions finales et transitoires

1. Sous réserve du paragraphe 2, la décision 2014/335/UE, Euratom est abrogée. Toute référence à la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom du Conseil (11), à la décision 85/257/CEE, Euratom du Conseil (12), à la décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil (13), à la décision 94/728/CE, Euratom du Conseil (14), à la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil (15), à la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil (16) ou à la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil s'entend comme faite à la présente décision; les références à la décision abrogée sont à lire selon le tableau de correspondance figurant en annexe.

2. Les articles 2, 4 et 5 de la décision 94/728/CE, Euratom, les articles 2, 4 et 5 de la décision 2000/597/CE, Euratom, les articles 2, 4 et 5 de la décision 2007/436/CE, Euratom et les articles 2, 4 et 5 de la décision 2014/335/UE, Euratom restent applicables aux calculs et aux ajustements des recettes provenant de l'application du taux d'appel à l'assiette de la TVA déterminée de manière uniforme et limitée à un taux compris entre 50 % et 55 % du PNB ou du RNB de chaque État membre, selon l'année considérée, ainsi qu'au calcul de la correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni pour les années 1995 à 2020 et au calcul du financement des corrections accordées au Royaume-Uni par les autres États membres.

5. Behoudens artikel 14, lid 4, tweede alinea, van Verordening (EU, Euratom) nr. 609/2014 kan de Commissie de lidstaten verzoeken om, naar evenredigheid ("pro rata") van de geraamde begrotingsontvangsten van elk van hen, voorlopig het verschil tussen de totale activa en de behoeften aan kasmiddelen bij te passen. De Commissie kondigt dergelijke verzoeken ruim van tevoren aan de lidstaten aan. De Commissie zal met de nationale bureaus voor schuldbeheer en de nationale schatkisten een gestructureerde dialoog aangaan over de uitgifte en de terugbetalingsschema's.

Indien een lidstaat een verzoek niet tijdig volledig of gedeeltelijk inwilligt of de lidstaat de Commissie ervan in kennis stelt dat hij daaraan geen gevolg zal kunnen geven, heeft de Commissie voorlopig het recht om ter dekking van het deel van de betrokken lidstaat, aanvullende verzoeken te doen bij andere lidstaten. Dergelijke verzoeken zijn pro rata naar de geraamde begrotingsontvangsten van elk van de andere lidstaten. De lidstaat die een verzoek niet inwilligt, blijft gehouden tot inwilliging ervan.

6. Het maximale totale jaarlijkse bedrag aan kasmiddelen dat uit hoofde van lid 5 van een lidstaat kan worden gevraagd, wordt in elk geval beperkt tot zijn relatieve aandeel op basis van het bni in de buitengewone en tijdelijke verhoging van het maximum van de eigen middelen als bedoeld in artikel 6. Daartoe wordt het relatieve aandeel op basis van het bni berekend als het aandeel in het totale bni van de Unie, zoals dat voortvloeit uit de overeenkomstige kolom in het deel "ontvangsten" van de laatst vastgestelde jaarlijkse begroting van de Unie.

7. Elke verstrekking van kasmiddelen op grond van de leden 5 en 6 wordt onverwijld gecompenseerd in overeenstemming met het toepasselijke juridisch kader voor de Uniebegroting.

8. De uitgaven die met de overeenkomstig lid 5 voorlopig opgenomen kasmiddelen worden gedekt, worden onverwijld in de Uniebegroting opgenomen om ervoor te zorgen dat de desbetreffende ontvangsten zo spoedig mogelijk in aanmerking worden genomen opdat de eigen middelen door de lidstaten op het credit van rekeningen worden geboekt overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van Verordening (EU, Euratom) nr. 609/2014.

9. De toepassing van lid 5 mag er niet toe leiden toe dat jaarlijks kasmiddelen worden gevraagd die de in artikel 3 bedoelde maxima van de eigen middelen overschrijden, zoals verhoogd overeenkomstig artikel 6.

Artikel 10

Uitvoeringsmaatregelen

De Raad stelt, overeenkomstig de procedure van artikel 311, vierde alinea, VWEU, uitvoeringsmaatregelen vast ten aanzien van de volgende elementen van het stelsel van eigen middelen van de Unie:

- a) de procedure voor de berekening en budgettering van het saldo van de jaarlijkse begroting als bedoeld in artikel 8;
- b) de voorschriften en regelingen welke noodzakelijk zijn voor de controle en het toezicht op de inning van de in artikel 2, lid 1, bedoelde eigen middelen en eventuele relevante rapportagever-eisten.

Artikel 11

Overgangs- en slotbepalingen

1. Behoudens het bepaalde in lid 2, wordt Besluit 2014/335/EU, Euratom ingetrokken. Verwijzingen naar Besluit 70/243/EGKS, EEG, Euratom van de Raad (11), Besluit 85/257/EEG, Euratom van de Raad (12), Besluit 88/376/EEG, Euratom van de Raad (13), Besluit 94/728/EG, Euratom van de Raad (14), Besluit 2000/597/EG, Euratom van de Raad (15), Besluit 2007/436/EG, Euratom van de Raad (16) of Besluit 2014/335/EU, Euratom worden beschouwd als verwijzingen naar het onderhavige besluit; verwijzingen naar het ingetrokken besluit worden gelezen volgens de in de bijlage bij dit besluit opgenomen concordantietabel.

2. De artikelen 2, 4 en 5 van Besluit 94/728/EG, Euratom, de artikelen 2, 4 en 5 van Besluit 2000/597/EG, Euratom, de artikelen 2, 4 en 5 van Besluit 2007/436/EG, Euratom en de artikelen 2, 4 en 5 van Besluit 2014/335/EU blijven van toepassing op de berekening en de aanpassing van de ontvangsten die voortvloeien uit de toepassing van een afdrachtpercentage op de btw-grondslag die op uniforme wijze is vastgesteld en beperkt tot 50 % à 55 % van het bnp of bni van elke lidstaat, al naargelang het jaar, op de berekening van de correctie voor begrotingsonevenwichtigheden ten behoeve van het Verenigd Koninkrijk voor de jaren 1995 tot en met 2020 en op de berekening van de financiering door andere lidstaten van de correcties ten behoeve van het Verenigd Koninkrijk.

3. Les États membres continuent de retenir, à titre de frais de perception, 10 % des montants visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), qui auraient dû être mis à disposition avant le 28 février 2001 par les États membres, conformément aux règles de l'Union applicables.

4. Les États membres continuent de retenir, à titre de frais de perception, 25 % des montants visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), qui auraient dû être mis à disposition par les États membres entre le 1^{er} mars 2001 et le 28 février 2014, conformément aux règles de l'Union applicables.

5. Les États membres continuent de retenir, à titre de frais de perception, 20 % des montants visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), qui auraient dû être mis à disposition par les États membres entre le 1^{er} mars 2014 et le 28 février 2021, conformément aux règles de l'Union applicables.

6. Aux fins de l'application de la présente décision, tous les montants sont exprimés en euros.

Article 12

Entrée en vigueur

Le secrétaire général du Conseil notifie la présente décision aux États membres.

Les États membres notifient sans tarder au secrétaire général du Conseil l'accomplissement des procédures requises par leurs règles constitutionnelles respectives pour l'adoption de la présente décision.

La présente décision entre en vigueur le premier jour du premier mois suivant la réception de la dernière des notifications visées au deuxième alinéa.

Elle est applicable à partir du 1^{er} janvier 2021.

Article 13

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 2020.

Par le Conseil :

Le président
M. ROTH

Notes

(1) Avis du 16 septembre 2020 (non encore paru au Journal officiel).

(2) Règlement (UE) no 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne (JO L 174 du 26.6.2013, p. 1).

(3) Décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (JO L 168 du 7.6.2014, p. 105).

(4) Règlement (CEE, Euratom) no 1553/89 du Conseil du 29 mai 1989 concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (JO L 155 du 7.6.1989, p. 9).

(5) Règlement (CE) no 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) no 793/93 du Conseil et le règlement (CE) no 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (JO L 396 du 30.12.2006, p. 1).

(6) Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

(7) Décision 2005/270/CE de la Commission du 22 mars 2005 établissant les tableaux correspondant au système de bases de données conformément à la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 86 du 5.4.2005, p. 6).

(8) Règlement (UE) 2019/516 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à l'harmonisation du revenu national brut aux prix du marché, et abrogeant la directive 89/130/CEE, Euratom du Conseil et le règlement (CE, Euratom) no 1287/2003 du Conseil (règlement RNB) (JO L 91 du 29.3.2019, p. 19).

(9) Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) no 1296/2013,

3. Op de in artikel 2, lid 1, punt a), bedoelde bedragen die vóór 28 februari 2001 door de lidstaten beschikbaar hadden moeten worden gesteld overeenkomstig de geldende Unievoorschriften, wordt door de lidstaten 10 % als inningskosten ingehouden.

4. Op de in artikel 2, lid 1, onder a), bedoelde bedragen die tussen 1 maart 2001 en 28 februari 2014 door de lidstaten beschikbaar hadden moeten worden gesteld overeenkomstig de geldende Unievoorschriften, wordt door de lidstaten 25 % als inningskosten ingehouden.

5. Op de in artikel 2, lid 1, onder a), bedoelde bedragen die tussen 1 maart 2014 en 28 februari 2021 door de lidstaten beschikbaar hadden moeten worden gesteld overeenkomstig de geldende Unievoorschriften, wordt door de lidstaten 20 % als inningskosten ingehouden.

6. Voor de toepassing van dit besluit dienen alle bedragen worden uitgedrukt in euro.

Artikel 12

Inwerkingtreding

Het secretariaat-generaal van de Raad deelt dit besluit aan de lidstaten mee.

De lidstaten stellen de secretaris-generaal van de Raad onverwijld in kennis van de voltooiing van de volgens hun grondwettelijke bepalingen voor de aanneming van dit besluit vereiste procedures.

Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de eerste maand na de ontvangst van de laatste van de in de tweede alinea bedoelde kennisgevingen.

Het is van toepassing met ingang van 1 januari 2021.

Artikel 13

Geadresseerden

Dit besluit is gericht tot de lidstaten.

Gedaan te Brussel, 14 december 2020.

Voor de Raad:

De voorzitter
M. ROTH

Nota's

(1) Advies van 16 september 2020 (nog niet bekendgemaakt in het Publicatieblad).

(2) Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie (PB L 174 van 26.6.2013, blz. 1).

(3) Besluit 2014/335/EU, Euratom van de Raad van 26 mei 2014 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Unie (PB L 168 van 7.6.2014, blz. 105).

(4) Verordening (EEG, Euratom) nr. 1553/89 van de Raad van 29 mei 1989 betreffende de definitieve uniforme regeling voor de inning van de eigen middelen uit de belasting over de toegevoegde waarde (PB L 155 van 7.6.1989, blz. 9).

(5) Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (Reach), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie (PB L 396 van 30.12.2006, blz. 1).

(6) Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval (PB L 365 van 31.12.1994, blz. 10).

(7) Beschikking 2005/270/EG van de Commissie van 22 maart 2005 tot vaststelling van de tabellen voor het databanksysteem overeenkomstig Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakking en verpakkingsafval (PB L 86 van 5.4.2005, blz. 6).

(8) Verordening (EU) 2019/516 van het Europees Parlement en de Raad van 19 maart 2019 betreffende de harmonisatie van het bruto nationaal inkomen tegen marktprijzen en tot intrekking van Richtlijn 89/130/EEG, Euratom van de Raad en Verordening (EG, Euratom) nr. 1287/2003 van de Raad (bni-verordening) (PB L 91 van 29.3.2019, blz. 19).

(9) Verordening (EU, Euratom) 2018/1046 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie, tot

(UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

(10) Règlement (UE, Euratom) no 609/2014 du Conseil du 26 mai 2014 relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB et aux mesures visant à faire face aux besoins de trésorerie (JO L 168 du 7.6.2014, p. 39).

(11) Décision 70/243/CECA, CEE, Euratom du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres aux Communautés (JO L 94 du 28.4.1970, p. 19).

(12) Décision 85/257/CEE, Euratom du Conseil du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (JO L 128 du 14.5.1985, p. 15).

(13) Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil du 24 juin 1988 relative au système des ressources propres des Communautés (JO L 185 du 15.7.1988, p. 24).

(14) Décision 94/728/CE, Euratom du Conseil du 31 octobre 1994 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 293 du 12.11.1994, p. 9).

(15) Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 253 du 7.10.2000, p. 42).

(16) Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17).

wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1296/2013, (EU) nr. 1301/2013, (EU) nr. 1303/2013, (EU) nr. 1304/2013, (EU) nr. 1309/2013, (EU) nr. 1316/2013, (EU) nr. 223/2014, (EU) nr. 283/2014 en Besluit nr. 541/2014/EU en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012 (PB L 193 van 30.7.2018, blz. 1).

(10) Verordening (EU, Euratom) nr. 609/2014 van de Raad van 26 mei 2014 betreffende de regels en procedures voor de terbeschikkingstelling van de traditionele eigen middelen, de btw- en de bni-middelen, en betreffende de maatregelen om in de behoefte aan kasmiddelen te voorzien (PB L 168 van 7.6.2014, blz. 39).

(11) Besluit 70/243/EGKS, EEG, Euratom van de Raad van 21 april 1970 betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de lidstaten door eigen middelen van de Gemeenschappen (PB L 94 van 28.4.1970, blz. 19).

(12) Besluit 85/257/EEG, Euratom van de Raad van 7 mei 1985 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Gemeenschappen (PB L 128 van 14.5.1985, blz. 15).

(13) Besluit 88/376/EEG, Euratom van de Raad van 24 juni 1988 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Gemeenschappen (PB L 185 van 15.7.1988, blz. 24).

(14) Besluit 94/728/EG, Euratom van de Raad van 31 oktober 1994 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (PB L 293 van 12.11.1994, blz. 9).

(15) Besluit 2000/597/EG, Euratom van de Raad van 29 september 2000 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (PB L 253 van 7.10.2000, blz. 42).

(16) Besluit 2007/436/EG, Euratom van de Raad van 7 juni 2007 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (PB L 163 van 23.6.2007, blz. 17).

ANNEXE

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Décision 2014/335/UE,	Présente décision
Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}
Article 2, paragraphe 1, point a)	Article 2, paragraphe 1, point a)
Article 2, paragraphe 1, point b)	Article 2, paragraphe 1, point b)
—	Article 2, paragraphe 1, point c)
Article 2, paragraphe 1, point c)	Article 2, paragraphe 1, point d)
Article 2, paragraphe 2	—
—	Article 2, paragraphe 2
Article 2, paragraphe 3	Article 9, paragraphe 2
Article 2, paragraphe 4	Article 2, paragraphe 1, point b)
Article 2, paragraphe 5	Article 2, paragraphe 3, 1 ^{er} alinéa, et article 2, paragraphe 4
Article 2, paragraphe 6	Article 2, paragraphe 5
Article 2, paragraphe 7	Article 2, paragraphe 3, 2 ^e alinéa, et article 3, paragraphe 4
Article 3, paragraphe 1	Article 3, paragraphe 1
Article 3, paragraphe 2	Article 3, paragraphes 2 et 3
Article 3, paragraphe 3	—
Article 3, paragraphe 4	Article 3, paragraphe 4
Article 4	—
—	Article 4
Article 5	—
—	Article 5
—	Article 6
Article 6	Article 7
Article 7	Article 8
Article 8, paragraphe 1	Article 9, paragraphe 1
Article 8, paragraphe 2	Article 9, paragraphe 3
—	Article 9, paragraphes 4 à 9
Article 9	Article 10
Article 10, paragraphe 1	Article 11, paragraphe 1

Décision 2014/335/UE,	Présente décision
Article 10, paragraphe 2	Article 11, paragraphe 2
Article 10, paragraphe 3	Article 11, paragraphe 3
Article 10, paragraphe 3, 2 ^{ème} alinéa	Article 11, paragraphe 4
—	Article 11, paragraphe 5
Article 10, paragraphe 4	Article 11, paragraphe 6
Article 11	Article 12
Article 12	—
—	

Etats liés

Partie	Signature (*)	Notification	Entrée en vigueur (*)	Déclaration / réservation	Observations
Belgique	-	14/04/2021	-		
Bulgarie	-	18/02/2021	-		
Tchéquie	-	22/03/2021	-		
Danemark	-	29/03/2021	-		
Allemagne	-	-	-		
Estonie	-	-	-		
Irlande	-	-	-		
Grèce	-	26/03/2021	-		
Espagne	-	15/03/2021	-		
France	-	10/02/2021	-		
Croatie	-	12/01/2021	-		
Italie	-	05/03/2021	-		
Chypre	-	14/01/2021	-		
Lettonie	-	29/03/2021	-		
Lituanie	-	-	-		
Luxembourg	-	06/04/2021	-		
Hongrie	-	-	-		
Malte	-	17/02/2021	-		
Pays-Bas	-	-	-		
Autriche	-	-	-		
Pologne	-	-	-		
Portugal	-	03/02/2021	-		
Roumanie	-	-	-		
Slovénie	-	08/02/2021	-		
Slovaquie	-	08/04/2021	-		
Finlande	-	-	-		
Suède	-	-	-		

* Quand aucune date n'est précisée, les dates indiquées sous les mentions "Entrée en vigueur" (en haut à gauche) et "Signature" (en haut à droite) s'appliquent, sauf en ce qui concerne les parties adhérentes.

BIJLAGE
CONCORDANTIETABEL

Besluit 2014/335/EU	Dit besluit
Artikel 1	Artikel 1
Artikel 2, lid 1, onder a)	Artikel 2, lid 1, onder a)
Artikel 2, lid 1, onder b)	Artikel 2, lid 1, onder b)

Besluit 2014/335/EU	Dit besluit
—	Artikel 2, lid 1, onder c)
Artikel 2, lid 1, onder c)	Artikel 2, lid 1, onder d)
Artikel 2, lid 2	—
—	Artikel 2, lid 2
Artikel 2, lid 3	Artikel 9, lid 2
Artikel 2, lid 4	Artikel 2, lid 1, onder b)
Artikel 2, lid 5	Artikel 2, lid 3, eerste alinea, en artikel 2, lid 4
Artikel 2, lid 6	Artikel 2, lid 5
Artikel 2, lid 7	Artikel 2, lid 3, tweede alinea, en artikel 3, lid 4
Artikel 3, lid 1	Artikel 3, lid 1
Artikel 3, lid 2	Artikel 3, leden 2 en 3
Artikel 3, lid 3	—
Artikel 3, lid 4	Artikel 3, lid 4
Artikel 4	—
—	Artikel 4
Artikel 5	—
—	Artikel 5
—	Artikel 6
Artikel 6	Artikel 7
Artikel 7	Artikel 8
Artikel 8, lid 1	Artikel 9, lid 1
Artikel 8, lid 2	Artikel 9, lid 3
—	Artikel 9, leden 4 tot en met 9
Artikel 9	Artikel 10
Artikel 10, lid 1	Artikel 11, lid 1
Artikel 10, lid 2	Artikel 11, lid 2
Artikel 10, lid 3	Artikel 11, lid 3
Artikel 10, lid 3, tweede zin	Artikel 11, lid 4
—	Artikel 11, lid 5
Artikel 10, lid 4	Artikel 11, lid 6
Artikel 11	Artikel 12
Artikel 12	—
—	

Gebonden Staten

Gebonden Staten	Handtekening (*)	Kennisgeving	Inwerking-treding	Verklaring / reserve	Opmerkingen
België	-	14/04/2021	-		
Bulgarije	-	18/02/2021	-		
Tsjechië	-	22/03/2021	-		
Denemarken	-	29/03/2021	-		
Duitsland	-	-	-		
Estland	-	-	-		
Ierland	-	-	-		
Griekenland	-	26/03/2021	-		
Spanje	-	15/03/2021	-		
Frankrijk	-	10/02/2021	-		
Kroatië	-	12/01/2021	-		
Italië	-	05/03/2021	-		

Gebonden Staten	Handtekening (*)	Kennisgeving	Inwerking-treding	Verklaring / reserve	Opmerkingen
Cyprus	-	14/01/2021	-		
Letland	-	29/03/2021	-		
Litouwen	-	-	-		
Luxemburg	-	06/04/2021	-		
Hongarije	-	-	-		
Malta	-	17/02/2021	-		
Nederland	-	-	-		
Oostenrijk	-	-	-		
Polen	-	-	-		
Portugal	-	03/02/2021	-		
Roemenië	-	-	-		
Slovenië	-	08/02/2021	-		
Slowakije	-	08/04/2021	-		
Finland	-	-	-		
Zweden	-	-	-		

* Wanneer er geen datum is opgegeven, zijn de datums vermeld onder de woorden "Inwerkingtreding" (linksboven) en "Handtekening" (rechtsboven) van toepassing, met uitzondering van de lidpartijen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/200394]

21 MARS 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 février 2020, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la carrosserie, relative au petit chômage (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour la carrosserie;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 février 2020, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la carrosserie, relative au petit chômage.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/200394]

21 MAART 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2020, gesloten in het Paritair Subcomité voor het koetswerk, betreffende het kort verzuim (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het koetswerk;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2020, gesloten in het Paritair Subcomité voor het koetswerk, betreffende het kort verzuim.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.